

**BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT
FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT**



MALAWI

**DOCUMENT DE STRATÉGIE PAR PAYS 2005-2009 AXÉ SUR LES
RÉSULTATS**

RAPPORT DE LA REVUE À MI-PAROURS

**DÉPARTEMENT ORSB
BUREAU EXTÉRIEUR DE LA BANQUE AU MALAWI**

Avril 2008

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION.....	1
II. ÉVOLUTIONS RÉCENTES AU MALAWI.....	2
2.1 Évolutions politiques	2
2.2 Évolutions macroéconomiques	3
III. RÉSULTATS À MI-PAROURS DU DOCUMENT DE STRATÉGIE-PAYS FONDÉE SUR LES RÉSULTATS DU GROUPE DE LA BANQUE (DSPAR)	5
3.1 Progrès réalisés en vue des résultats prévus.....	5
3.2 Le DSAR et les interventions de la Banque (2005-2009).....	8
3.3 Allocation des ressources en fonction du PBA (Allocation fondée sur la performance).....	10
3.4 Gestion du portefeuille.....	11
3.5 Coordination de l'aide et harmonisation	11
3.6 Suivi et évaluation (S & E) de l'aide du Groupe de la Banque.....	12
IV. ENSEIGNEMENTS TIRÉS À MI-PAROURS	13
4.1 Enseignements à retenir par la Banque	13
4.2 Enseignements à retenir par le Gouvernement	13
V. STRATÉGIE DU GROUPE DE LA BANQUE POUR LA PÉRIODE RESTANTE	14
5.1 Stratégie pour 2008-2009.....	14
5.2 Activités autres que des prêts.....	16
5.3 Questions à aborder dans le cadre du dialogue	17
5.4 Gestion des risques et mesures d'atténuation	17
VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATION.....	18
6.1 Conclusion	18
6.2 Recommandation	18

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACD	Bureau de lutte contre la corruption
BAD	Banque africaine de développement
BEmOC	Soins obstétricaux d'urgence
BEmONC	Soins obstétricaux d'urgence et prise en charge du nouveau né
CABS	Approche commune à l'aide budgétaire
CEM	Commission électorale du Malawi
CEP	Cellule d'exécution de projet
CPRR	Examen de la performance du portefeuille-pays
DAS	Stratégie d'aide au développement
DFID	<i>Department for international development</i> (Royaume-Uni)
DP	Déclaration de Paris
DPP	<i>Democratic Progressive Party</i> (Parti démocrate progressiste)
DSAR	Document de stratégie-pays fondée sur les résultats
EDP	Examen des dépenses publiques
EHP	Programme de santé essentiel
EPIP	Évaluation des politiques et institutions du pays
FAD	Fonds africain de développement
FMI	Fonds monétaire international
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance
GdW	Gouvernement du Malawi
GFEM	Groupe de gestion économique et financière
GFP	Gestion des finances publiques
GTZ	<i>Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit</i> (Agence allemande de coopération au développement)
IFMIS	<i>Integrated Financial Management Information System</i> (Système intégré d'informations en matière de gestion financière)
IMAD	Initiative multilatérale pour l'allégement de la dette
IPC	Indice des prix à la consommation
LRR	Ratio de réserves de liquidités
MCP	<i>Malawi Congress Party</i> (Parti du Congrès du Malawi)
MDF	Fonds de développement du Malawi
MGDS	<i>Malawi Growth and Development Strategy</i> (Stratégie pour la croissance et le développement du Malawi)
MWFO	Bureau extérieur du Groupe de la Banque au Malawi
NAO	<i>National Audit Office</i> (Bureau de l'audit national)
NESP	<i>National Education Sector Plan</i> (Plan national pour le secteur éducation)
NWDP	<i>National Water Development Program</i> (Programme national de développement des ressources en eau)
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PAF	Cadre d'évaluation de la performance
PBA	Allocation fondée sur la performance
PDA	Programme de développement agricole
PEFA	Dépenses publiques et responsabilité financière
PFEM	Finances publiques et gestion économique
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PPTE	Pays pauvres très endettés

RMP	Revue à mi-parcours
S & E	Suivi & évaluation
SCG	Groupes de coordination sectorielle
SHIP	<i>Small Holder Irrigation Project</i> (projet d'irrigation de la petite exploitation)
SIDA	Syndrome d'immuno-déficience acquise
SWAp	Approche sectorielle
TMM	Taux de mortalité maternelle
UDF	<i>United Democratic Front</i> (Front démocrate uni)
UE	Union européenne
VIH	Virus d'immuno-déficience humaine

ÉQUIVALENCES MONÉTAIRES
(fin décembre 2007)

1 UC	=	1,590 USD
1 UC	=	214,08 MK
1 USD	=	138,74 MK

ANNÉE BUDGÉTAIRE
1er juillet au 30 juin

POIDS ET MESURES
Système métrique

FIGURES

Figure 1	– Performance macroéconomique	3
Figure 2	– Utilisation de l'espace financier	4
Figure 3	- Dépenses des partenaires au développement 2006/07	14

TABLEAUX

Tableau 3.1	- Évolution des indicateurs de résultats du DSAR 2005-2009	7
Tableau 3.2	- Résultats des interventions de la Banque (2005-2007)	9

ANNEXES

ANNEXE I - MALAWI: PERFORMANCE MACRO-ECONOMIQUE (2004-2009)	1
ANNEXE II - LA DECLARATION DE PARIS ET LA PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE	1
ANNEXE III - ÉTAT RECAPITULATIF DES PROJETS EN COURS	3
ANNEXE IV -PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE	1
ANNEXE V - ÉVOLUTION DES INDICATEURS DES MDG	1
ANNEXE VI - MATRICE DES RÉSULTATS DSAR 2008-10	2
ANNEXE VII - TABLEAU DE L'AIDE - DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LES PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT EN 2006/2007 PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (EN MILLIERS DE MK)	1

I. INTRODUCTION

1.1 Le 24 novembre 2005, les Conseils d'administration ont examiné le Document de stratégie pays axée sur les résultats (DSAR) du Malawi (ADB/BD/WP/2005/103 – ADF/BD/WP/2005/115). Ce DSAR 2005-2009 s'inspire de la Stratégie de deuxième génération de réduction de la pauvreté à moyen terme, dénommée : Stratégie pour la croissance et le développement du Malawi (MGDS). Lors de l'examen de ce document, le Conseil d'administration a noté avec préoccupation que le taux de croissance du PIB réel, la mobilisation des ressources intérieures et les dépenses sociales demeuraient insuffisants pour réduire la pauvreté au Malawi. En revanche, il a exprimé sa satisfaction quant à la MGDS qui sert de socle à un programme équilibré de réduction de la pauvreté visant à relever les défis qui se posent au Malawi. Le Conseil a exhorté le gouvernement à améliorer l'environnement pour qu'il soit propice à une croissance tirée par le secteur privé, en approfondissant les réformes destinées à renforcer la gestion financière, les entreprises publiques et la fonction publique. Il a également encouragé le gouvernement à poursuivre ses efforts d'amélioration de la gouvernance, de renforcement des capacités en vue de rehausser la qualité de ses services et d'harmoniser les actions des bailleurs de fonds. Le taux de croissance soutenu du PIB réel et l'augmentation des dépenses en faveur des pauvres, soulignés dans la partie 2, indiquent que les préoccupations des Conseils d'administration sont prises en compte.

1.2 Le DSAR a été conçu pour relever les principaux défis de développement qui se posent au Malawi : pauvreté généralisée, insécurité alimentaire, chômage, faible croissance des exportations et déficit de capacités et de compétences, comme il ressort de la MGDS. Son objectif est d'aider le gouvernement et le secteur privé à relever ces défis, en privilégiant deux piliers stratégiques qui se renforcent mutuellement : *i) le développement de l'infrastructure rurale, par le renforcement des structures d'irrigation, l'électrification, l'eau et l'assainissement et les télécommunications, aux fins de soutenir l'agriculture et le développement rural, et par la promotion de la participation du secteur privé ; et ii) le développement du capital humain et le renforcement des capacités institutionnelles, par le renforcement des compétences et du savoir au moyen d'une meilleure éducation, l'amélioration des services de santé fournis à la population, le renforcement des capacités institutionnelles et la bonne gouvernance.*

1.3 La Revue à mi-parcours (MTR) du DSAR a été conduite, du 11 au 21 février 2008, dans le but d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie de la Banque et de tirer des enseignements utiles pour les prochaines interventions de la Banque au Malawi. Cette Revue a confirmé l'alignement du DSAR sur la stratégie nationale, mais a aussi recommandé un recentrage sur certaines activités relevant des piliers stratégiques mentionnés ci-dessus, pour renforcer la réaction de la Banque face aux priorités gouvernementales. Le document recommande que les piliers du DSAR demeurent inchangés durant la période restante, avec un recentrage sur les infrastructures de transport, d'alimentation en eau et d'irrigation, l'enseignement supérieur et l'appui budgétaire. La Revue préconise également d'accorder une plus grande priorité au développement du secteur privé, pour répondre au souhait du gouvernement de consolider la stabilité macroéconomique, de soutenir la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Dans le secteur de la santé, auquel la Banque participe aux côtés d'autres partenaires au développement, les interventions dans le cadre de l'approche sectorielle

(SWAp) Santé se poursuivront jusqu'à la clôture officielle du programme. Quant au secteur de l'éducation, le soutien continuera à aller prioritairement à l'enseignement secondaire, dans le cadre des projets en cours Education IV et V, mais une attention croissante sera accordée au renforcement des compétences dans l'enseignement supérieur.

1.4 Le rapport de la Revue à mi-parcours (RMP) du DSAR a bénéficié du dialogue de la mission pour la Revue à mi-parcours du DSAR avec le gouvernement et les autres acteurs, du projet de Rapport de revue du portefeuille pays 2008 (RRPP), du projet de la revue annuelle de la MGDS, de l'Approche commune de l'appui budgétaire (CABS), des quatrième et cinquième revues de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) du FMI, et des rapports de supervision des projets en cours de la Banque. Après i) l'introduction, le présent rapport comprend quatre sections principales : ii) Évolutions récentes au Malawi, iii) État d'avancement de la mise en œuvre du DSAR, iv) Stratégie du Groupe de la Banque pour la période restante, et v) Conclusion et recommandation.

II. ÉVOLUTIONS RÉCENTES AU MALAWI

2.1 Évolutions politiques

2.1.1 La situation politique au Malawi demeure fragile depuis la décision du Président Mutharika en 2005 de rompre avec l'*United Democratic Front* (le Front démocrate uni - UDF), parti qui l'avait soutenu durant les élections de 2004. Le Président conduit donc un gouvernement minoritaire, composé de membres du *Democratic Progressive Party* (Parti démocrate progressiste - DPP), qu'il a formé en 2005. Un certain nombre de députés du Parlement appartenant aux deux principaux partis d'opposition, le *Malawi Congress Party* (Parti du congrès du Malawi - MCP) et l'UDF, ont rejoint le DPP et le gouvernement. En réaction, l'UDF et le MCP ont demandé au Président de l'Assemblée nationale d'invoquer l'article 65 de la Constitution¹. La Cour constitutionnelle a ordonné l'application de l'article 65, ce qui semble avoir fait pression sur le gouvernement, comme l'indique la réticence de ce dernier à réunir le Parlement. Un certain nombre de projets de lois importants, comme le Prêt d'appui à la réduction de la pauvreté financé par la Banque, le Prêt financé par la Banque mondiale pour le projet d'interconnexion Malawi-Mozambique et le projet de loi nationale sur l'état civil (*National Registration Bill*) considéré comme crucial pour les élections générales, attendent l'approbation du Parlement.

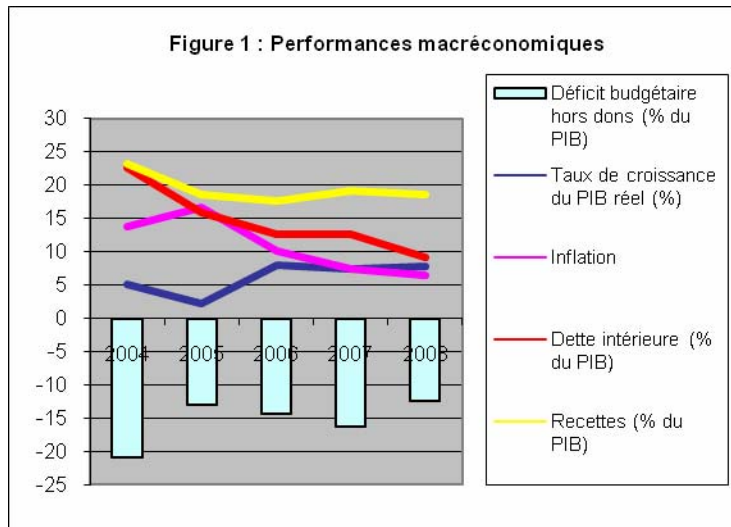
2.1.2 L'impasse politique résultant des questions non résolues autour de l'article 65 fait peser une menace potentielle sur la jeune démocratie nationale et sur le succès du programme économique du gouvernement. Le budget 2007-2008 a, par exemple, été approuvé plus de deux mois après le début de l'année financière, en raison d'une longue impasse. En guise de défi, l'opposition a refusé de confirmer toutes les nominations importantes effectuées par le Président, notamment celle de l'Auditeur général, celle du directeur du Bureau de lutte contre la corruption (*Anti Corruption Bureau - ACB*) et celle des membres de la *Malawi Electoral Commission-*

¹ L'article 65(1) stipule que le Président de l'Assemblée nationale doit déclarer vacant le siège de tout député de l'Assemblée nationale qui était, au moment de son élection, membre d'un parti politique représenté à l'Assemblée, plutôt que par ce député tout seul, mais qui a volontairement cessé d'être membre de ce parti, ou qui s'est rallié à un autre parti politique représenté à l'Assemblée, ou a rejoint tout autre parti politique, association ou organisation dont les objectifs ou activités sont, de par leur nature, politiques.

(MEC) (Commission électorale du Malawi). Le directeur du Bureau de la lutte contre la corruption(ACB) et les membres de la MEC ont depuis commencé à travailler, grâce à une décision de justice mettant un terme à un différend qui aura duré plus d'un an. La confirmation de l'auditeur général reste en souffrance, ce qui retarde la présentation du rapport d'audit 2004-2005 au Parlement², et menace la crédibilité de la gestion des finances publiques du Malawi et son système de reddition de compte.

2.2 Évolutions macroéconomiques

2.2.1 Durant la période considérée, les résultats macroéconomiques n'ont cessé de s'améliorer. Le PIB réel a progressé de 2,1 pour cent en 2005 à 7,4 pour cent en 2007, et devrait passer, selon les prévisions, de 7,5 pour cent en 2008 et de 7,9 pour cent en 2009. Le redressement marqué du secteur agricole, en particulier la production des petits exploitants après deux récoltes exceptionnelles successives, la stricte adhésion aux réformes politiques et le soutien favorable des bailleurs de fonds, ont contribué à la remontée du PIB. En 2007, les recettes du tabac, la principale exportation du Malawi, ont dépassé les 300 millions de dollars



EU, pour la première fois en dix ans³. Les perspectives économiques à court et moyen termes demeurent également positives, stimulées par les possibilités d'expansion au-delà du secteur agricole. Le gouvernement du Malawi et le FMI estiment que les exportations d'uranium devraient débuter en 2009, pour une valeur de 170 millions de dollars EU, représentant 2,6 pour cent du PIB. Par la suite, ces exportations devraient atteindre 250 millions de dollars EU en moyenne pendant la période 2010-2014⁴. Les

performances du gouvernement sont demeurées conformes aux objectifs du programme de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), suivi par le FMI, malgré des dérives mineures sur le front budgétaire. Ce programme triennal prend fin en 2008. En mars 2008, la mission du FMI a indiqué que le programme avait atteint la plupart de ses principaux objectifs en matière de dette publique, de taux d'intérêt et d'inflation, qui ont baissé, et de croissance, qui a augmenté. Le FMI et le gouvernement du Malawi sont convenus des grandes lignes d'un accord sur les politiques et les objectifs qui pourraient être soutenus par un nouveau programme triennal de la FRPC. Ses principaux objectifs viendront consolider la stabilité macroéconomique, réduire la vulnérabilité et continuer à renforcer les bases d'une croissance soutenue et d'une réduction de la pauvreté.

² D'après la Loi relative à l'audit public (*Public Audit Act*), seul l'Auditeur général, dont le rôle est important, peut soumettre un rapport d'audit au Parlement.

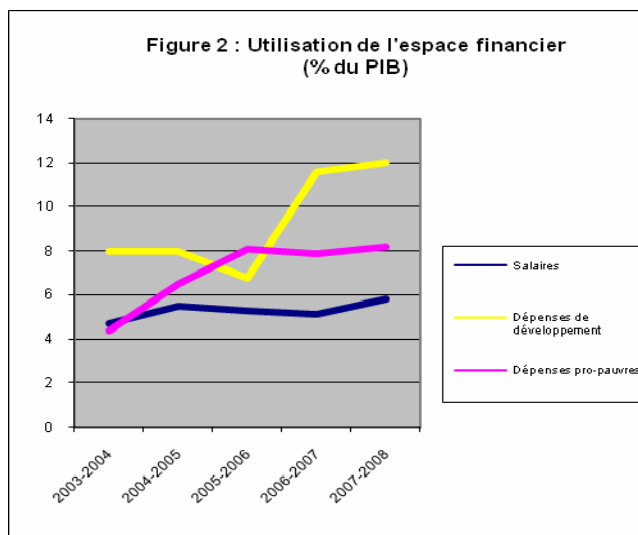
³ Mars 2007, Revue CABS

⁴ Source : FMI, Gouvernement du Malawi, prévisions de la balance des paiements (avril 2008)

2.2.2 Les autorités ont continué d'opter pour une gestion budgétaire prudente. Le montant de la dette intérieure a diminué, ne représentant plus que 12,5 pour cent du PIB en 2007, ce qui a réduit le service des intérêts à 13 pour cent des dépenses publiques en 2006-2007, au lieu de 27,4 pour cent en 2003-2004. En proportion du PIB, les résultats en matière de recouvrement des recettes se sont améliorés, passant de 18,5 pour cent en 2005 à 19,1 en 2007.

2.2.3 L'inflation annuelle a poursuivi sa décrue, tombant à son plus bas niveau depuis quelques années, soit 7,1 pour cent en septembre 2007. Cette baisse a permis de réduire le taux de la Banque de 25 pour cent en 2006 à 15 pour cent en 2008. En conséquence, les taux prêteurs des banques commerciales ont eux aussi diminué, passant de 22,5 pour cent à 19,6 pour cent en 2007. En outre, le coefficient de réserve applicable aux nouveaux engagements a baissé de 27,5 pour cent à 20 pour cent au premier trimestre 2007, ce qui a permis aux banques commerciales de libérer des ressources supplémentaires. Ces évolutions ont alimenté l'expansion du crédit au secteur privé, qui a augmenté de 22 pour cent en 2007. L'adoption par le gouvernement d'un taux de change plus flexible, au premier trimestre 2006, a contribué à éliminer les arriérés de paiement extérieurs privés et à améliorer la compétitivité extérieure. Malgré la stabilité du kwacha depuis deux ans, la situation des réserves de change demeure tout de même fragile. Avec 1,6 mois de couverture des importations en 2007, cette réserve demeure très inférieure à la moyenne de la région subsaharienne de 6,8 mois⁵.

2.2.4 Après avoir atteint le point d'achèvement de l'Initiative PPTE en 2006, et grâce à l'allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des Pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), le montant de la dette extérieure s'est contracté, passant de plus de 2 milliards de dollars EU à moins de 600 millions de dollars



EU. Cette baisse a permis d'augmenter la soutenabilité de la dette à moyen terme. De pair avec l'allègement de la dette et la hausse des recettes intérieures, les subventions ont augmenté en proportion du PIB, passant de 8,8 pour cent en 2003-2004 à 13,2 pour cent en 2007-2008. Les pouvoirs publics ont utilisé l'espace budgétaire qui s'est libéré pour couvrir les dépenses suivantes : i) augmentation des salaires dans le secteur public, ii) augmentation des dépenses de développement intérieur, iii) remboursement de la dette intérieure, et iv) hausse des dépenses en faveur des pauvres. Les principaux bénéficiaires de la hausse de 4,7

milliards de MK des salaires sont l'éducation (avec 2,1 milliards de MK) et la santé (avec 0,9 milliard de MK). Les grands bénéficiaires de l'augmentation des dépenses de développement financées localement sont, quant à eux, les transports (avec 1,0 milliard de MK) et l'eau (avec 0,9 milliard de MK). L'important afflux de dons a compensé la hausse des dépenses intérieures, permettant au gouvernement de ne pas creuser le déficit prévu de 1,3 pour cent du PIB.

⁵ FMI, Etudes économiques et financières : Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne. Cette moyenne ne comprend pas l'Afrique du sud.

La mise en œuvre en 2005 d'un Système informatique intégré de gestion financière (*Integrated Financial Management Information System*) (IFMIS) est l'une des principales réformes dans le domaine de la gestion des finances publiques. L'IFMIS a aidé le gouvernement à maîtriser les arriérés cumulés de la dette intérieure et a facilité la présentation des comptes financiers publics dans les délais réglementaires. Le passage à un nouveau système de classification budgétaire, GFS 2001, permettant une classification fonctionnelle et économique du budget, améliorera le suivi de la mise en œuvre de la MGDS. Une Cellule de gestion de trésorerie a été créée au sein du département de la Comptabilité générale, pour contribuer à l'amélioration du contrôle des flux de trésorerie par le gouvernement. La Stratégie d'aide au développement (DAS) et la Politique Dette et aide, en cours d'élaboration, visent à améliorer l'efficacité et l'efficience de la dette, ainsi que la gestion de l'aide, pour éviter que le pays ne tombe de nouveau dans le piège de la dette. L'Évaluation de l'économie et des finances publiques (PEFA) de 2008, les 4^e et 5^e FRPC et la Revue de l'Approche commune à l'aide budgétaire (CABS) de mars 2008 ont d'ailleurs conclu que le Malawi a fait de gros progrès dans ses réformes de gestion des finances publiques, même si la responsabilité financière (le système d'audit) demeure une préoccupation. *Dans le but de soutenir la croissance économique, les autorités reconnaissent la nécessité d'approfondir les réformes promouvant la création de valeur ajoutée et la diversification économique, en induisant un environnement favorable au développement du secteur privé. Le rapport « La pratique des affaires » de la Banque mondiale montre que le nombre de jours requis pour obtenir les licences nécessaires à l'ouverture d'une entreprise est passé de 185 jours en 2007 (niveau de base) à 233 jours en 2008, ce qui suscite des interrogations sur l'engagement gouvernemental en matière de développement du secteur privé. Avec le soutien de la Banque mondiale et de l'Union européenne⁶, le gouvernement a commencé à mettre en œuvre diverses réformes visant à améliorer le climat des affaires. La création du tribunal de commerce, en 2007, a pour but de réduire la durée de résolution des litiges commerciaux.*

III. RÉSULTATS À MI-PARCOURS DU DOCUMENT DE STRATÉGIE-PAYS AXÉE SUR LES RÉSULTATS DU GROUPE DE LA BANQUE (DSAR)

3.1 Progrès réalisés dans l'obtention des résultats prévus

3.1.1 Le DSAR 2005-2009 a été conçu dans le but de contribuer aux résultats suivants : i) augmentation de la part du PIB due aux petits exploitants ; ii) augmentation de la production de maïs des petits exploitants ; iii) augmentation de la proportion de la population ayant accès à l'eau potable ; iv) augmentation de la proportion de la population ayant accès à des installations d'assainissement améliorées ; v) augmentation du ratio entre élèves des écoles secondaires et enseignants qualifiés ; vi) augmentation des inscriptions dans les écoles secondaires ; vii) augmentation du ratio entre élèves et salles de classe des écoles secondaires ; viii) augmentation du nombre de naissances assistées par un personnel de la santé qualifié ; ix) réduction du taux de mortalité maternelle ; x) réduction du taux de mortalité infantile ; xi) augmentation de la

⁶ Le Programme d'assistance technique pour le renforcement de l'environnement des affaires (*Business Environment Strengthening Technical Assistance Project*, BESTAP) a quatre composantes : i) Renforcement des organismes chargés des droits de propriété et de la facilitation des affaires, ii) Renforcement des organismes et des services d'appui au développement du secteur privé, iii) Amélioration de l'accès au financement et renforcement de la productivité (pour le développement des PME), et iv) Capacités d'exécution de projets.

proportion de centres de santé qui offrent le Programme de santé essentiel (EHP) ; xii) les revues trimestriels du programme de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) du FMI montrent que ce programme est sur la bonne voie ; et xiii) augmentation des dépenses en faveur des pauvres.

3.1.2 Une évaluation du cadre des résultats du DSAR révèle quatre points-clés préoccupants : i) le grand nombre d'indicateurs (13), ce qui montre que la Banque intervient dans un grand nombre de secteurs ; ii) un faible lien entre les indicateurs de résultats globaux et les indicateurs de résultats et de production du projet ; iii) certains indicateurs ont connu des problèmes de mesure ; et iv) absence d'objectifs en ce qui concerne les résultats. Pour permettre un examen utile du DSAR et un suivi des progrès à accomplir sur la période restante, la revue à mi-parcours (RMP) a permis d'analyser la pertinence des indicateurs et de les rationaliser de sorte que seuls les indicateurs directement liés aux interventions de la Banque durant cette période puissent être retenus, et que ces indicateurs soient alignés sur ceux de la Stratégie pour la croissance et le développement du Malawi (MGDS), le cas échéant.

3.1.3 La Revue à mi-parcours du DSAR laisse donc de côté les indicateurs de résultats suivants : i) accroissement des opportunités en ce qui concerne les moyens de subsistance ; ii) participation accrue des filles à l'enseignement secondaire ; et iii) augmentation des sources d'énergie durable. Les indicateurs suivants ont aussi été abandonnés : i) augmentation des exportations de tabac ; ii) part des petites exploitations dans le PIB ; iii) connexion au réseau d'électricité du Mozambique ; iv) augmentation de la fourniture d'énergie au niveau national ; et v) réussite par les élèves au MSCE, qui dépend de nombreux facteurs exogènes, dont l'administration et la capacité de gestion du *Malawi National Examinations Board*, la Commission nationale des examens du Malawi, comme ce fut le cas en 2008 ; vi) amélioration de l'état physique des écoles ; et vii) amélioration de la capacité de traitement des maladies. Les indicateurs ci-après, qui sont également utilisés pour la revue annuelle de la MGDS, ont été pris en compte : i) taux de croissance de la part des petites exploitations dans le PIB ; ii) structures médicales qui proposent le Programme de santé essentiel (EHP) ; iii) ratio nombre d'élèves du secondaire/nombre d'enseignants qualifiés ; iv) augmentation du ratio élèves/salles de classe des écoles secondaires ; et v) taux net d'inscriptions au secondaire.

Tableau 3.1
Évolution des indicateurs de résultats du DSAR 2005-2009

INDICATEUR	2004	2007		2009	
	Base	Attendu	Progrès	Attendu	Révisé
Infrastructure (irrigation et eau)					
• ménages connaissant la sécurité alimentaire (%)	67	74	97	85	
• taux de croissance de la part des petits exploitants (%) dans PIB	-1,5		14,0	14,0	
• production de maïs par les petits exploitants (millions de tonnes)	1,3		3,4		
• accès à l'eau potable (%)	66,1	75,0	71,0 ⁷		
• accès à des installations sanitaires améliorées (%)	61,0*	89,0	61,0		
Éducation					
• ratio nombre d'élèves du secondaire/nombre d'enseignants qualifiés	72	**	62	60	
• taux net d'inscriptions au secondaire	11	**	12,5	39	>12,6
• ratio élèves/salles de classe des écoles secondaires (écoles publiques)	37	**	43		
Santé					
• naissances assistées par un personnel de santé qualifié	38,0*	42	53,6		
• taux de mortalité maternelle (décès/100 000 naissances)	984	**	984	710	814
• taux de mortalité infantile (morts/1 000 enfants nés vivants)	133	**	118	93	108
• établissements médicaux qui proposent le Programme de santé essentiel (EHP) (%)	9,0*	15,0	(Rapport non publié)	15,0	
Gouvernance					
• progrès satisfaisants constatés au cours des revues trimestrielles de la FRPC du FMI	Pas de programme	En cours, sur la bonne voie	En cours, sur la bonne voie	Nouveau programme approuvé et en cours, sur la bonne voie	
• Dépenses en faveur des pauvres (% du PIB)	6,5	8,1	7,9	8,3	8,0

Source : Rapport annuel sur la revue des stratégies pour la croissance et le développement du Malawi (MDGS), Rapport annuel économique du Gouvernement du Malawi 2007, Rapport du Malawi sur les OMD 2007, 4^e/5^e revues de la FRPC du FMI, revue des dépenses publiques (EDP) Malawi 2006, Rapport annuel 2007 sur la dette et l'aide; * signale des données pour l'année précédente ou suivante. **Pas de données disponibles sur les cibles.

⁷ D'autres sources comme les enquêtes sur les points d'eau communautaires donnent un chiffre moins élevé (63%) mais le chiffre d'origine n'apparaît pas clairement.

3.1.4 *Le tableau 3.1 montre des progrès positifs en ce qui concerne la plupart des indicateurs entre 2004 et 2007. Globalement, les résultats de la Revue à mi-parcours montrent que la mise en œuvre du DSAR est sur la bonne voie et que les résultats devraient être atteints si le recentrage sur certaines activités des deux piliers s'affirme et si le niveau actuel de la performance du portefeuille ne décline pas.* La proportion des ménages jouissant de la sécurité alimentaire a augmenté de 67 pourcent en 2005 à 97 pourcent en 2007, principalement grâce aux subventions pour les engrais. La contribution des petits exploitants agricoles au PIB s'est améliorée, passant de -1,5 pourcent à 14 pourcent. La production de maïs des petits exploitants a plus que doublé, passant de 1,3 million en 2004 à 3,4 millions de tonnes en 2007, ce qui reflète l'accroissement de la sécurité alimentaire au niveau des ménages. L'accès à une eau salubre est de 71 pourcent, et non plus de 66,1 pourcent. L'accès à l'enseignement secondaire augmente, bien que nettement moins vite que prévu. Les inscriptions dans les écoles secondaires ont augmenté, passant de 11 à 12,5 pourcent. La qualité de l'enseignement secondaire semble s'être améliorée, comme le montre la réduction du ratio élèves du secondaire/enseignants qualifiés, de 72 en 2004 à 62 en 2007. La proportion des écoles secondaires communautaires sans internat, passé de 93 en 2007, contre 159 en 2004, s'est considérablement amélioré, même s'il demeure élevé. Le ratio élèves/salles de classe des écoles secondaires a augmenté, passant d'une moyenne de 37 en 2004 à 43 en 2007, ce qui témoigne de l'augmentation des inscriptions et de la lenteur dans la construction de nouvelles salles de classe. Les indicateurs de santé ont aussi affiché des progrès remarquables, sauf en ce qui concerne le taux de mortalité maternelle, qui demeure constant. A peu près une naissance déclarée sur deux est assistée par un personnel de la santé qualifié. Des progrès importants ont aussi été enregistrés en ce qui concerne la survie des enfants de moins de cinq ans, comme en témoigne la baisse du taux de mortalité infantile, qui est passé de 133 à 118 morts pour 1000 naissances vivantes. Dans le cadre de la gouvernance économique, le gouvernement du Malawi a maintenu le Programme de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) sur la bonne voie. L'augmentation des dépenses en faveur des pauvres (dont la part est passée de 6,5 % à 7,9 %) semble indiquer que les pauvres sont en train de partager les bénéfices de la croissance économique. L'absence de progrès en ce qui concerne le taux de mortalité maternelle et l'accès à des installations sanitaires améliorées restent un défi auquel le Gouvernement du Malawi est confronté quant à la réalisation des OMD. Néanmoins, l'absence de données limite les conclusions de la Revue à mi-parcours (RMP) du DSAR sur le Programme de santé essentiel (EHP)⁸, bien que le Rapport de la revue à mi-parcours sur l'approche sectorielle Santé (SWAp) (janvier 2008) fasse état de progrès qualitatifs en ce qui concerne cet indicateur.

3.2 Le DSAR et les interventions de la Banque (2005-2009)

3.2.1 Les interventions de la Banque contribuant aux résultats de la mise en œuvre du DSAR comprennent les opérations en cours au moment de son adoption, et les opérations approuvées pendant la mise en œuvre de la stratégie, entre 2005 et 2007. Les résultats de la RMP présentés au tableau 3.2 montrent que la mise en œuvre des projets au titre des deux piliers du DSAR a contribué aux résultats positifs.

⁸ Un rapport sur le statut du Programme de santé essentiel (EHP) est attendu cette année.

Tableau 3.2
Résultats des interventions de la Banque (2005-2007)

Projet⁹	Résultat-clé	Statut
<i>Développement de l'Infrastructure rurale</i>		
1. Alimentation intégrée en eau en milieu rural pour les conseils de l'eau pour les régions Centre et Nord	1 389 nouveaux points d'eau construits (cible : 1 100). 622 toilettes et lavabos installés, presque le double du chiffre prévu lors de l'évaluation initiale.	80% des travaux sont terminés, et d'ici à la fin du projet, 40% et 57% de la population de Mzimba et Ntchisi respectivement auront accès à une eau potable, faisant passer le pourcentage d'accès dans 2 districts à 80 %.
2. Développement de l'horticulture et des cultures vivrières	1 236 ha irrigués (maïs principalement) Formation de 201 employés et 6 278 agriculteurs, création de 4 pépinières en arbres fruitiers et de 16 coopératives	Globalement, 70% des cibles du projet ont été atteintes.
3. Augmentation de la production de canne à sucre par de petits exploitants	525 ha de canne à sucre irrigués. Route d'accès de 41,6 km construite. 7 employés et 80 agriculteurs formés	Le revenu moyen des agriculteurs est passé de 262 dollars EU par ha à 865 dollars EU par ha.
4. Développement des petites exploitations de noix macadamia	1 283 ha au titre de l'objectif fixé pour les noix macadamia (1200), 87 puits de forés, 53 km de voies d'accès réalisées, 3 600 agriculteurs (cible : 2500), 128 pépinières (cible : 100)	Les récoltes de noix macadamia viennent tout juste de commencer.
5. Irrigation des petites exploitations	Irrigation de 1 862 ha (maïs principalement) Productivité accrue, passant de 1,6 à 3,5 tonnes/ha. 216 employés et 10000 agriculteurs formés. Réhabilitation de 2 centres de formation résidentiels	Réalisation globale : 78 % des cibles du projet ont été atteintes. Le rendement du maïs est passé de 1 à 3 tonnes/ha ; tandis que le revenu moyen des ménages a augmenté, passant de 122 à 366 dollars EU
6. Production et commercialisation des récoltes des petits exploitants	Cellules d'exécution de projet (CEP) créées	Le projet vient de commencer
<i>Développement du capital humain et renforcement des capacités institutionnelles</i>		
1. Soutien aux écoles secondaires communautaires sans internat (Éducation IV)	1 149 professeurs de sciences et 300 professeurs principaux ont été formés. Construction de 80 salles de classe (pour accueillir 4 000 élèves), 20 laboratoires et 20 bibliothèques	85% des cibles du projet ont été atteintes. La Banque est un des principaux partenaires au développement en ce qui concerne l'éducation secondaire.
2. Développement de compétences et génération de revenus	36 419 personnes alphabétisées, dont 25% ont des activités commerciales, 8 394 formées à la production et 10 058 dans le domaine de la gestion des affaires	À la clôture du projet, jusqu'à 45000 personnes alphabétisées, 400 enseignants d'alphabétisation formés, 20 000 personnes formées dans le

⁹ Pour les détails des projets, dont leur durée, voir l'Annexe III

		domaine de la gestion des affaires
3. Développement de pêcheries artisanales sur le Lac Malawi	12 Unités économiques de pêche équipées de bateaux avec 9 fabriques de glace et chambres froides, 13 écoles et 3 dispensaires construits	40 % des cibles du projet ont été atteintes.
4. Santé rurale III	Construction de 12 centres de santé ruraux à travers le Malawi	Projet clos
5. Réduction de la pauvreté et support institutionnel	288 membres des <i>District executive Committee</i> (comités exécutifs des districts) ont été formés à la participation. 1 704 <i>Village Action Plans</i> (Plans d'action des villages) produits, 7 profils socio-économiques de districts produits, 507 projets communautaires soutenus.	Projet clos
6. Éducation V	Cellules d'exécution de projet (CEP) en place	Le projet vient de commencer
7. Soutien au Projet sectoriel santé (SWAp)	Grâce à la formation et à l'apport d'équipement de base, la proportion d'établissements médicaux offrant des soins obstétricaux d'urgence et la prise en charge des nouveaux-nés est passée de 2 à 36%. 77 motos-ambulances ont été fournies.	Le projet a un impact direct sur les taux de mortalité maternelle, en transformant des dispensaires ruraux en établissements médicaux offrant des soins obstétricaux d'urgence (BEmOC) et en améliorant le système de référence médicale pour les mères.
8. Prêt de soutien à la réduction de la pauvreté	Le décaissement n'a pas encore eu lieu – en attente de la ratification par le parlement.	Le soutien de la Banque se fait grâce au groupe d'Approche commune à l'aide budgétaire (CABS)

3.2.3 L'impact résiduel des opérations de la Banque dans des domaines-clés transversaux a été largement positif. L'amélioration de la productivité et l'augmentation des revenus des groupes-cibles ont permis de réduire la pauvreté dans de nombreuses zones d'intervention du projet agricole. La réduction du temps passé pour aller chercher l'eau a permis aux femmes d'avoir plus de temps pour d'autres activités productives, et a aidé les filles à aller à l'école. Grâce aux installations sanitaires améliorées, la Banque a contribué à la santé des communautés rurales. En tant que sources d'information sur la santé (dont le planning familial et le VIH/Sida), la création de centres médicaux a contribué au contrôle de la croissance de la population et à la réduction de la propagation du VIH/Sida.

3.3 Allocation de ressources en fonction de la performance

Une allocation de 47 millions d'UC au titre du FAD 10 (100 % de dons), ensuite portée à 47,2 millions d'UC de compte, a été approuvée pour soutenir la mise en œuvre du DSAR 2005-2009. Le PBA 2006 a changé la classification du Malawi, qui est devenu un pays à 50 pourcent de dons et 50 pourcent de prêts. Après avoir atteint le point d'achèvement en 2006, le Malawi a pu bénéficier du soutien de la Banque pour l'allègement de la dette au titre de l'Initiative PPTE et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale. L'allègement total de la dette de la part de la Banque entre 2006 et 2009 est estimé à 18,2 millions de dollars.

3.4 Gestion du portefeuille

3.4.1 Le projet de rapport 2008 sur la revue de la performance du portefeuille-pays (RPPP) montre que la note globale pour la performance du portefeuille au Malawi est de 2,2, ce qui est satisfaisant. Comparé à la RPPP de 2006, la performance du portefeuille s'est améliorée bien qu'il y ait des doutes au sujet de la fiabilité des notes. Si la performance globale de la Banque pour le portefeuille du Groupe de la Banque au Malawi demeure satisfaisante, le portefeuille est confronté à un certain nombre de problèmes, dont la faible capacité des cellules d'exécution de projet (CEP), un faible système de suivi & évaluation (S & E) de projet et une lente mise en œuvre des projets du fait des retards dans le décaissement et la passation des marchés. Le Rapport d'audit annuel 2006 des projets du Bureau de l'Auditeur général a mis en avant les faiblesses des systèmes de contrôle interne, l'utilisation de fonds du compte spécial pour couvrir des fonds de contrepartie et des paiements pour des dépenses non éligibles. De plus, le manque de compétences et capacités au *National Audit Office* (NAO – Bureau national d'audit) a aussi été signalé. Des progrès ont été constatés au niveau des effectifs du NAO et le recours à l'utilisation inappropriée des fonds du compte spécial a diminué. Néanmoins, le suivi des recommandations de l'audit demeure faible. Le Bureau extérieur du Groupe de la Banque au Malawi (MWFO) ajoutera le suivi des recommandations de l'audit à ses activités prioritaires.

3.4.2 La création du MWFO en 2007 facilite l'amélioration du dialogue et le suivi du portefeuille. Le Bureau extérieur organise des réunions de gestion des cellules d'exécution de projet (CEP) tous des deux mois pour discuter des progrès et mettre en commun les expériences à en tirer. Le séminaire sur le décaissement que le MWFO a organisé en février 2008 à l'intention des agents de la fonction publique et des organes d'exécution des projets financés par la Banque aura lieu tous les ans. Il en est de même de la formation à la passation des marchés dont le premier séminaire est prévu pour juin 2008. La mise en place d'un comité de suivi des projets au ministère des Finances contribuera aussi à l'amélioration du suivi et de la performance du portefeuille. Le MWFO coopérera avec des ministères sectoriels à l'élaboration d'un plan d'amélioration de la performance du portefeuille, de façon à garantir une meilleure performance du portefeuille pendant le reste de la période du DSAR.

3.5 Coordination de l'aide et harmonisation

Le résultat du dialogue de la RMP montre que le DSAR de la Banque est aligné sur la Stratégie pour la croissance et le développement du Malawi (MGDS). L'Annexe IV montre que la Banque a amélioré ses notes en matière d'harmonisation et d'alignement entre 2004/05 et 2006/07, en particulier en ce qui concerne l'alignement sur les systèmes du pays, où le nombre de cellules d'exécution de projet (CEP) a été réduit de 11 à 9. L'appui budgétaire utilise les systèmes nationaux, et l'augmentation du nombre des partenaires au développement apportant un appui budgétaire direct au Malawi garantira une plus grande utilisation des systèmes nationaux. Le groupe d'approche commune à l'appui budgétaire (CABS) s'élargit. En effet, la Banque mondiale, la République d'Irlande et le GTZ (Agence allemande de coopération au développement) devraient rejoindre le groupe entre 2008 et 2009. Le projet sectoriel santé (SWAp) fait partie des opérations harmonisées de la Banque, ainsi que le projet sectoriel eau (SWAp) du Programme d'appui budgétaire du groupe CABS qui devraient s'y ajouter courant

2008/2009. Le récent changement intervenu dans l'approche du Gouvernement du Malawi, qui est passé d'une approche projets à une approche programme, offre la possibilité de renforcer l'harmonisation entre les partenaires au développement du Malawi¹⁰. À cet effet, la Banque étudie la possibilité de développer une stratégie d'assistance conjointe entre les partenaires au développement et sous la direction du Gouvernement du Malawi.

3.6 Suivi et évaluation (S & E) de l'assistance du Groupe de la Banque

3.6.1 Les résultats de la revue à mi-parcours (RMP) montrent de sérieuses faiblesses dans le système de S & E de la Banque au niveau des projets. Des cadres mal définis pour évaluer la performance des projets et des programmes rendent difficiles le suivi des progrès accomplis et la mesure des impacts. Il est nécessaire de renforcer, en amont, les mécanismes de suivi et le cadre des indicateurs de la Banque, pour permettre une évaluation permanente de la performance et une évaluation des résultats à la fin du processus. En ce qui concerne les projets liés à l'éducation, la capacité de S & E du ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie se renforce.

3.6.2 Au faible système de S & E de la Banque s'ajoutent les problèmes de capacité de données propres au gouvernement. Tous les rapports d'évaluation importants, dont l'examen annuel de la MGDS, mettent en avant de sérieuses difficultés en ce qui concerne l'accès et la disponibilité des données au sein des systèmes du gouvernement. Le ministère de la Planification et du développement économiques n'a pas la capacité de coordonner la collecte des données aux niveaux sectoriels et des collectivités locales, ni d'actualiser le système de gestion des informations.

3.6.3 Le Gouvernement du Malawi et les partenaires au développement sont en train de discuter des différentes façons dont ils pourraient harmoniser tous les revues avec la revue annuelle de la MGDS conduite par les pouvoirs publics. Cette harmonisation exigera que les indicateurs de production et de résultats des projets de la Banque soient aussi alignés sur ceux de la MGDS. Les partenaires au développement ont toutefois exprimé des inquiétudes quant à la qualité de ces indicateurs, ce qui pourrait affecter l'alignement. On espère que le Rapport annuel final de la MGDS proposera des recommandations sur les moyens d'améliorer ces indicateurs.

¹⁰ Des approches programmatiques ou approches sectorielles (SWAp) sont en cours d'exécution ou d'élaboration dans le secteur de l'éducation à travers le *National Education Sector Plan* (NESP) (Plan sectoriel pour l'éducation nationale), le secteur agricole à travers le PDA, un programme de développement de l'agriculture), le secteur de l'eau et de l'hygiène à travers le *National Water Development Program II* (Programme national de développement des ressources en eau II), le secteur de la gouvernance économique à travers le SWAp de gestion des finances publiques proposé et le secteur du transport routier à travers le *Road Sector Program* (RSP) (Programme sectoriel routier). Le Groupe de gestion économique et financière (GFEM) est actuellement responsable du suivi de la mise en œuvre du plan d'action Finances publiques et gestion économique (PFEM). La Banque est aussi en discussion avec le gouvernement et d'autres parties intéressées au sujet de l'éventuelle création d'un groupe de bailleurs de fonds pour le développement du secteur privé. Le secteur n'a pas de groupe de coordination des activités des bailleurs de fonds.

IV. ENSEIGNEMENTS TIRÉS À MI-PAROURS

4.1 Enseignements à retenir par la Banque

4.1.1 ***La nécessité d'améliorer la qualité des interventions de la Banque en amont et durant la mise en œuvre :*** - Une mauvaise performance dans la mise en œuvre reflète des problèmes inhérents à la conception, à l'exécution et au suivi du projet. La conception du projet doit s'appuyer sur une analyse préliminaire détaillée, sur une étude économique sectorielle (ESW) intégrant les enseignements tirés, et sur une harmonisation des indicateurs destinés à mesurer les progrès et l'impact. Les questions relatives à la coordination du projet et à l'identification du personnel des ministères et des départements qui y sera associé devront être abordées au moment de l'évaluation.

4.1.2 ***La nécessité d'augmenter la taille de chaque opération pour en améliorer l'impact :*** - Les interventions de la Banque au Malawi se sont étendues sur un trop grand nombre de secteurs, ce qui rend difficile la visibilité des résultats et l'évaluation de l'impact. La Banque devra se concentrer sur quelques secteurs et augmenter la taille moyenne des opérations en mobilisant les ressources d'autres bailleurs de fonds partenaires au développement, contribuant ainsi à la réduction des coûts de transaction tant pour le Gouvernement que pour elle-même.

4.1.3 ***La nécessité pour la Banque de jouer le rôle de chef de file dans les interventions qui favorisent une croissance économique durable.*** Après avoir créé un environnement macroéconomique stable, le Malawi doit se concentrer sur l'investissement dans des secteurs propices à la diversification économique et à la valeur ajoutée, notamment le développement de l'infrastructure et du secteur privé. Les secteurs sociaux sont et demeurent le principal choix d'intervention de la majorité des partenaires au développement, les partenaires bilatéraux en particulier. Les interventions de la Banque dans le secteur social devraient donc être limitées, sauf dans le cas de l'éducation tertiaire.

4.2 Enseignements à retenir par le Gouvernement

4.2.1 ***La nécessité pour le Gouvernement du Malawi de profiter du fait que la Banque se focalise en priorité sur le développement et l'intégration de l'infrastructure régionale pour aborder les défis commerciaux liés à sa situation de pays enclavé, la faiblesse de son infrastructure et la petite taille de son économie.*** L'économie du Malawi est fortement tributaire de l'économie des pays voisins pour le commerce régional, et de leurs réseaux d'infrastructure pour l'importation et l'exportation. Cependant, la faiblesse de l'infrastructure intérieure et le manque de connectivité avec les ports voisins du Mozambique et de la Tanzanie limitent les possibilités qu'aurait le pays d'intervenir sur de plus grands marchés de la région et d'assurer le transport de ses produits à des taux compétitifs. Le Gouvernement devra redoubler d'efforts pour travailler avec les pays voisins et se donner pour priorité de participer à des programmes régionaux comme le Corridor de développement de Nacala.

4.2.2 La nécessité pour le Gouvernement de résoudre sans délai les questions des risques fiduciaires et de l'obligation de rendre des comptes, qui procèdent de l'absence de l'Auditeur général. Pour attirer des flux d'aide supplémentaires, le Gouvernement devra produire des rapports d'audit crédibles comme preuve d'optimisation des ressources et nommer un Auditeur général.

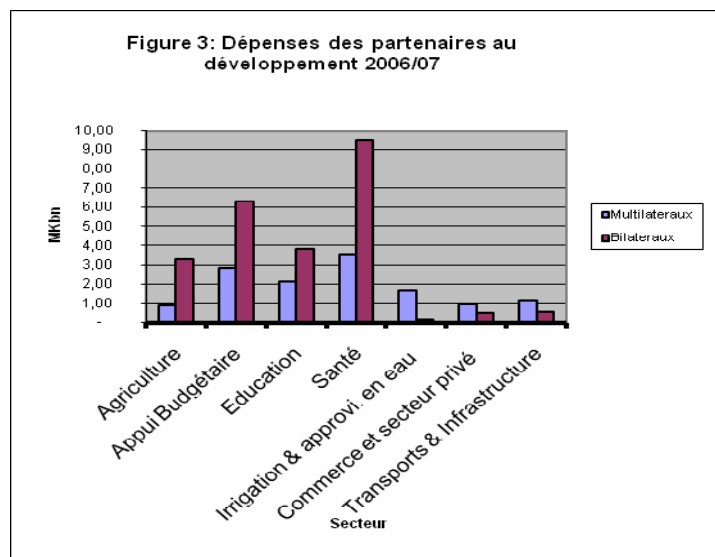
4.2.3 La nécessité pour le gouvernement de renforcer les Groupes de coordination sectorielle (SCG) comme élément important du système de suivi et évaluation. Les SCG amélioreront le dialogue, coordonneront la mise en œuvre et feront régulièrement le point des progrès réalisés au niveau des indicateurs de performance.

4.2.4 La nécessité pour le gouvernement d'inclure comme volet de tout programme ou arrangement d'approche sectorielle (SWAp) une composante « renforcement institutionnel » qui inclura la mise en place d'un système informatisé de gestion efficace. Le projet sectoriel santé (SWAp) et autres arrangements basés sur des programmes ont montré que, bien que l'harmonisation semble réduire les coûts de transaction, une mise en œuvre efficace requiert que les pouvoirs publics jouent résolument le rôle de chef de file pour mieux gérer l'opération de plus grande taille et coordonner l'action des nombreux partenaires au développement qui y prennent part.

V. STRATÉGIE DU GROUPE DE LA BANQUE POUR LA PÉRIODE RESTANTE

5.1 Stratégie pour 2008-2009

5.1.1 En progressant dans le secteur macro économique, le Gouvernement du Malawi vise à maintenir des taux de croissance du PIB qui ne soient pas inférieurs à 5 % tout en réduisant la dette intérieure et les taux d'intérêt et d'inflation. La MGDS demeure la stratégie clé jusqu'à 2011 sur laquelle s'aligne et s'appuie le DSAR 2005-2009 de la Banque. Le DSAR conservera donc les deux piliers pour la période restante. Les activités actuellement en cours dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des collectivités locales se poursuivront jusqu'à la fin du projet. Pour mieux répondre aux priorités du gouvernement, la Banque se concentrera davantage sur les infrastructures de transport, d'irrigation et d'eau, sur l'éducation tertiaire, le renforcement de la gouvernance et le développement du secteur privé. La focalisation sur ces secteurs se justifie aussi par le fait que des partenaires bilatéraux au développement tels le DFID, la Norvège et l'Union européenne ont déjà engagé des ressources substantielles dans le secteur social. Les dépenses des partenaires au développement en 2006/07 présentées à la Figure



présentées à la Figure

3 montrent que les bailleurs de fonds ont fourni plus de soutien aux secteurs sociaux qu'au développement de l'agriculture, de l'irrigation et de l'eau, et de l'infrastructure des transports. Les dépenses des partenaires bilatéraux au développement dans le secteur social par rapport aux dépenses dans les secteurs de croissance économique sont deux fois plus élevées que celles des partenaires multilatéraux.

Pour chacun des piliers du DSAR, les principales interventions seront donc les suivantes :

Pilier 1 : Développement de l'infrastructure rurale

5.1.2 Les interventions au titre de ce pilier viseront : i) l'irrigation, avec comme objectifs la sécurité alimentaire, l'amélioration des revenus des ménages et le renforcement des exportations ; ii) l'infrastructure de transport pour relier les communautés rurales aux marchés, dispensaires, écoles et autres installations ; iii) les infrastructures d'eau et d'assainissement avec pour objectifs de permettre aux communautés de disposer de sources sûres d'eau potable et d'installations sanitaires améliorées dans un rayon de 500 mètres.

5.1.3 ***Irrigation*** : Les opérations dans ce secteur incluront les projets en cours ci-après : i) le Projet de développement de l'irrigation des petites exploitations (SHIP) ; ii) le projet pour le développement de la commercialisation et de l'horticulture ; iii) le projet de production et de commercialisation de la production de récoltes des petits exploitants ; et iv) le projet petites exploitations villageoises de cannes à sucre que l'on propose d'inclure dans une expansion en phase II de l'PDA.

5.1.4 ***Transports*** : La Banque interviendra dans le secteur des transports pour aider le Malawi à améliorer la connectivité tant à l'intérieur de ses frontières qu'avec la sous-région et à renforcer sa compétitivité. Les opérations envisagées incluent : i) le réseau routier interne avec la réhabilitation de 59 km de la route Zomba-Blantyre et 47 km de la route de Mzuzu à Nkhata Bay ; ii) le réseau régional : le corridor de Nacala avec 7 km de rocade autour de Lilongwe et 82 km de la route Machinga-Liwonde-Nsipe, incluant le pont de Liwonde et deux postes frontaliers polyvalents. Ces travaux se feront dans le cadre d'une coopération entre le Malawi et ses voisins, le Mozambique et la Zambie.

5.1.5 ***Eau et assainissement*** : La Banque poursuit l'évaluation d'une demande du Gouvernement du Malawi pour le financement d'un programme élargi d'eau et d'assainissement fondé sur les enseignements positifs tirés du projet intégré d'approvisionnement en eau et d'assainissement qui s'achève en juin 2008.

Pilier 2 : Développement du capital humain et renforcement institutionnel

5.1.6 Les interventions au titre de ce pilier incluront : i) le développement du secteur privé; ii) la gouvernance : Aide budgétaire ; iii) l'appui au projet sectoriel santé (SWAp) ; iv) les projets Éducation IV et Éducation V.

5.1.7 Développement du secteur privé : La MGDS reconnaît que le développement du secteur privé est un moteur de croissance. Cependant, comme le montre la figure 3, le niveau de l'aide au développement destiné au développement du secteur privé au Malawi est faible. L'absence d'un appui adéquat se traduit par la faible performance du Malawi, qui ressort de l'enquête du Rapport 2008 sur « La Pratique des affaires » de la Banque mondiale. Le rapport montre que la performance du Malawi l'a fait passer du 118^e rang en 2007 au 127^e rang en 2008. L'appui de la Banque à ce secteur se présentera comme suit :

- i) *Appui à la création d'un environnement favorable au développement du secteur privé :* L'appui de la Banque inclura une assistance technique au gouvernement pour la finalisation de la politique de développement du secteur privé et la réévaluation de la politique relative aux petites et moyennes entreprises (PME).
- ii) *Appui au Fonds de développement du Malawi.* Avec 20 millions de dollars EU de capital de départ, le Gouvernement du Malawi est en train d'établir un fonds de participation public-privé en appui au développement du secteur privé. Pour répondre à la demande du Gouvernement du Malawi, la Banque envisage de contribuer pour au moins 2 millions de dollars EU et d'assumer un rôle de conseiller pour ces fonds. L'accent sera mis sur les PME dans la recherche d'une solution au problème de « l'absence de segments d'entreprises intermédiaires » du secteur privé du Malawi.

5.1.8 Gouvernance: La Banque fournira un appui budgétaire financé sous forme de dons jusqu'en 2011. Une attention particulière sera accordée à la performance du gouvernement en ce qui concerne les indicateurs PAF relatifs à l'environnement des affaires, aux systèmes d'audit et de passation de marchés publics.

5.1.9 *Projet sectoriel santé (SWAp) :* Le taux élevé de mortalité maternelle au Malawi justifie la participation continue de la Banque au projet sectoriel santé (SWAp).

5.1.10 *Éducation :* L'appui au secteur de l'éducation se poursuivra à travers le projet Éducation V. La Banque a convenu avec le Gouvernement du Malawi d'accorder un appui à l'éducation tertiaire dans le but de combler le déficit que connaît ce pays en matière de capacités et de compétences en vue d'une gestion durable de l'économie.

5.1.11 *Développement de l'économie locale :* Une intervention multisectorielle appuiera le développement local par la promotion de la valeur ajoutée et le renforcement des capacités en matière d'entreprenariat dans le cadre du corridor de développement.

5.2 Activités autres que les prêts

Suite à une demande du Gouvernement, la Banque envisage de financer en 2008-2009 un certain nombre d'activités autres que les prêts au Malawi. Au nombre de ces activités figurent : i) des études de faisabilité de projets hydro-électriques dans la zone de Nyika ; ii) une étude du marché du travail ; iii) des études de faisabilité d'un projet sous les cours d'eau Shire-Zambezi ; et v) des études de faisabilité et un projet d'étude technique détaillée pour la route Ntcheu-Tsangano-Neno-Mwanza.

5.3 Questions à aborder dans le cadre du dialogue

La présence du MWFO (Bureau extérieur du Groupe de la Banque au Malawi) renforcera le dialogue sur les défis identifiés au cours de cette revue en ce qui concerne l'EPIP, le RRPP, le CABS et d'autres études. Les questions qui seront abordées incluent : i) la mise en œuvre de la MGDS et la mise en place d'un système de suivi efficace ; ii) la coordination des actions avec le FMI, le Groupe de la CABS et d'autres bailleurs de fonds afin d'identifier des politiques et réformes susceptibles de générer des taux de croissance économique élevés, notamment des réformes qui renforceront le développement du secteur privé et augmenteront les importations ; iii) des améliorations dans la gestion des finances publiques, en mettant l'accent sur l'audit et la passation des marchés publics ; iv) la promotion de la bonne gouvernance dans le cadre de la CABS ; v) le renforcement des capacités institutionnelles pour la mise en œuvre d'approches axées sur des programmes; vi) des politiques sociales et sectorielles privilégiant l'amélioration de la santé maternelle et d'autres services de santé, de l'éducation, de la sécurité alimentaire, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, de la problématique du genre et du VIH/Sida.

5.4 Gestion des risques et mesures d'atténuation

5.4.1 Les résultats montrent qu'entre 2005-2006, le Gouvernement du Malawi a efficacement géré des risques endogènes. La ferme volonté politique du Gouvernement d'effectuer des réformes a suscité l'intérêt des bailleurs de fonds et contribué à une augmentation de l'investissement étranger. Le Gouvernement a pu mettre en œuvre la MGDS malgré le défi du déficit de compétences. Les conditions exogènes étaient favorables : de bonnes pluies pendant deux saisons consécutives ont eu des retombées positives sur l'économie bien que les prix élevés du pétrole continuent à avoir un impact négatif sur les termes de l'échange ; le taux de prévalence du VIH/Sida a baissé.

5.4.2 Au nombre des risques majeurs en 2008-2010 l'on peut citer : i) l'impasse politique – l'impasse politique actuelle pourrait retarder l'adoption du budget et d'autres propositions de loi. Si elle se prolonge, elle risque d'avoir des répercussions sur l'économie et les élections générales de 2009 ; ii) ces élections générales peuvent être une source de dérapage budgétaire si elles ne sont pas bien gérées ; iii) il pourrait y avoir une crise alimentaire en 2008-2009 liée aux faibles rendements imputables aux inondations, à la flambée des prix alimentaires et à des périodes de sécheresse ; et iv) l'augmentation continue des prix du pétrole sur le marché mondial. Tous les risques sont endogènes, sauf les prix du pétrole. Ils pourraient être atténués si le gouvernement s'engageait à poursuivre les objectifs du programme économique et à améliorer le dialogue avec les membres de l'opposition. La crise alimentaire pourrait être évitée si une évaluation précoce était faite du déficit alimentaire, si un plan d'action clair sur la façon d'y remédier était établi et si un suivi rigoureux des réserves alimentaires dans le pays était effectué.

VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATION

6.1 Conclusion

6.1.1 Le Malawi a enregistré un progrès macroéconomiques soutenu, grâce à la détermination de son Gouvernement à entreprendre des réformes, à l'appui des bailleurs de fonds et à des conditions climatiques favorables. La performance du portefeuille s'est quelque peu améliorée, notamment à la faveur de la bonne note obtenue en matière de réalisation des objectifs de développement. Il ressort des conclusions de cette revue que les interventions de la Banque ont positivement contribué au DSAR dont plus de 70 % des indicateurs de résultats observés sont positifs.

6.1.2 Cette revue propose que le DSAR 2005-2009 et ses piliers restent inchangés, avec un recentrage sur les infrastructures de transport, d'alimentation en eau et d'irrigation, l'enseignement supérieur, le développement du secteur privé et l'appui budgétaire. Elle propose, en outre, que la stratégie soit prolongée jusqu'en 2010 pour couvrir la période FAD 11 et assurer un meilleur alignement avec les Stratégies d'assistance pays d'autres bailleurs de fonds en vue de préparer la voie à une éventuelle Stratégie d'assistance conjointe en 2010.

6.2 Recommandation

Les Conseils d'administration sont priés de noter le recentrage sur les activités choisies dans le cadre des piliers existants du DSAR pour la période 2005-2009, visant à renforcer les interventions de la Banque dans les domaines prioritaires définis par le gouvernement. Les piliers du DSAR du Malawi pour 2005-2009 resteront inchangés pendant la période 2008-2010, avec un recentrage sur les infrastructures de transport, d'alimentation en eau et d'irrigation, le développement du secteur privé, l'appui budgétaire et l'enseignement supérieur.

MALAWI
Performance macroéconomique (2004-2009)

Indicateurs	Unité	2004*	2005	2006	2007	2008	2009
		Réel	Réel	Réel	Estimé	Projeté	Projeté
Recettes et prix nationaux							
• PIB aux prix constants du marché	%	5,1	2,3	7,9	7,4	7,8	7,9
• PIB nominal	Milliards de MK	207,2	338,0	430,3	497,1	555,4	622,0
• PIB nominal par habitant	\$ E.U.	150,9	222,0	241,1	264,3	289,5	313,7
• Inflation (en fin de période)	%	13,7	16,6	10,1	7,5	6,5	6,2
Gouvernement central							
• Recettes (hors dons)	% du PIB	23,2	18,5	17,5	19,1	18,5	18,7
• Dépenses et montant net des prêts	% du PIB	44,0	31,3	31,6	35,3	30,8	33,8
• Solde général hors dons	% du PIB	-20,8	-12,8	-14,2	-16,1	-12,4	-15,1
• Solde général	% du PIB	-6,6	-1,2	-1,3	-2,8	0,0	-2,9
Monnaie et crédit (variation en pourcentage de M2 en début d'année)							
• Monnaie et quasi-monnaie	%	29,8	14,3	17,4	22,5	12,2	12,5
• Avoirs extérieurs nets	%	6,0	5,1	21,5	14,5	13,8	21,5
• Avoirs intérieurs nets	%	23,8	9,2	-4,0	8,0	-1,6	-9,0
• Crédit au gouvernement	%	10,3	2,1	-8,1	5,1	-8,2	-10,1
• Crédit aux autres composantes de l'économie nationale	%	11,3	5,6	21,8	5,7	5,4	4,4
Secteur extérieur							
• Exportations	Millions de \$ E.U.	502	511,8	546,4	631,0	753,2	822,4
• Importations	Millions de \$ E.U.	-810	-1069,6	-1094,3	-1157,0	-1235,9	-1446,1
• Réserves officielles brutes exploitables	Mois d'importations	1,1	1,2	1,1	1,6	2,0	2,6
• Compte courant sans transferts	Millions de \$ E.U.	-27,3	-28,1	-24,8	-21,5	-19,0	-18,9
• Taux de change (en fin de période)	MK/\$ E.U.		123,5	139,3	-	-	-
• Termes de l'échange	Millions de \$ E.U.	-6,5	-10,2	-1,2	-4,4	0,7	0,7
Dettes, stock et service							
• Dette extérieure	% du PIB	155	104,0	35,8	22,6	22,6	23,7
• VAN de la dette	% du PIB	257,7	360,0	31,9	39,0	41,8	44,5
• Service de la dette extérieure	% des exportations	21,6	21,9	27,1	2,7	2,2	2,0
• Dette intérieure nette	% du PIB	22,6	15,9	12,6	12,5	9,1	7,5
• Paiement des intérêts intérieurs	% du PIB	8,4	4,6	3,7	2,5	2,2	1,5

Source: Rapport économique annuel du Gouvernement du Malawi (2007), rapport pays du FMI (2008)* basé sur d'anciennes séries de PIB

La déclaration de Paris et la performance du portefeuille

Indicateurs de la déclaration de Paris	Unité	Référence 2004/05	évolution 2006/07
APD décaissée au niveau du pays	Millions de \$ E.U.	18	24,8
APD pour le secteur public	Millions de \$ E.U.	18	24,8
Décaissement au titre de la coopération technique	Millions de \$ E.U.	0	3,2
Coopération technique coordonnée	Millions de \$ E.U.	0	0,6
Mise en œuvre des procédures d'exécution du budget national	Millions de \$ E.U.	0	0
Mise en œuvre des procédures d'informations financières nationales	Millions de \$ E.U.	0	0
Mise en œuvre de la procédure d'audit national	Millions de \$ E.U.	0	24,8
Mise en œuvre des systèmes nationaux de passation des marchés	Millions de \$ E.U.	0	0
Cellules parallèles d'exécution de projet	#	11	9
Décaissement total d'APD prévu	Millions de \$ E.U.	14	29,1
Autres formes d'aides fournies en appui aux PBA	Millions de \$ E.U.	0	0,6
Nombre de missions	#	30	23
Missions coordonnées	#	10 *	1
Etudes analytiques sur le pays	#	2	2
Etudes analytiques coordonnées	#	2	1

Source: *Enquête sur les progrès de la mise en œuvre de la déclaration de Paris, mars 2008, OCDE-CAD, Paris.*

* Le chiffre est probablement trop élevé et fait l'objet d'une vérification

Note : Les indicateurs 1, 2, 8, 11 et 12 seront évalués par l'initiative conjointe sur l'harmonisation et l'alignement, OCDE-CAD au cours de l'année 2008 avant le HLF-3 à Accra au Ghana.

État récapitulatif des projets en cours

Titre du projet	Date d'approbation	Montant du prêt/don (Millions)	Montant décaissé (Millions)	Taux de décaissement %	Situation/Questions à régler/Actions menées et à mener
Projet de développement de petites exploitations de Macadamia	07/15/1998	Prêt 6,850 <u>Don 0,000</u> Total 6,850	3,871	57	Le taux d'exécution physique du projet est supérieur au taux de décaissement ; ce qui indique une surestimation des coûts inscrits au budget. En vue d'assurer la durabilité du projet, le Gouvernement envisage de retenir quelques membres du personnel de projet lorsque celui-ci viendra à terme.
Projet d'irrigation de petites exploitations	11/26/1998	Prêt 5,020 <u>Don 0,000</u> Total 5,020	2,909	58	Le taux d'exécution du projet est estimé à 60% environ. Alors que cette exécution a été ralentie par des retards de décaissement et de passation des marchés, une assistance fiduciaire participative du bureau national devrait accélérer l'exécution.
Projet de développement d'exploitations d'horticulture et de cultures vivrières	12/15/1998	Prêt 6,650 <u>Don 0,840</u> Total 7,490	4,586	61	À ce jour, le projet n'a réalisé qu'une petite partie des résultats attendus et progresse lentement dans la construction des infrastructures d'irrigations et de marché ; le projet n'a pas réussi à utiliser le mécanisme de microcrédit ; manque d'engagement de la part du Gouvernement envers le projet. Le prochain RAP devra rigoureusement appliquer les leçons apprises lors des futures opérations de type 'petites exploitations' au Malawi.
Projet de production de la canne à sucre des petites exploitations villageoises	12/15/1999	Prêt 8,930 <u>Don 0,000</u> Total 8,930	5,315	60	Le projet a réalisé de bons résultats se traduisant par des récoltes et revenus en augmentation pour les petits exploitants. La mise en œuvre du projet a cependant été ralentie par divers facteurs dont les problèmes juridiques liés à l'acquisition des terres.
Appui à l'enseignement secondaire phase IV	11/21/2001	Prêt 15,0 <u>Don 0,0</u> Total 15,0	11,597	77	Le projet montre des résultats mitigés avec un taux d'achèvement des études au niveau du secondaire globalement satisfaisant, sauf pour les filles pour lesquelles, il enregistre des chiffres inférieurs aux résultats escomptés ; inaptitude à former un nombre suffisant d'enseignants. La mise en œuvre du projet a dernièrement connu une amélioration et le projet est proche de la clôture.

Projet intégré d'alimentation en eau et d'assainissement en milieu rural	12/05/2001	Prêt 8,490 <u>Don 1,100</u> Total 9,590	6,438	67	L'exécution physique s'est déroulée à une vitesse croissante au cours des 12 derniers mois et se trouve actuellement en phase finale ; elle est largement en avance sur le taux de décaissement, ce qui indique une surestimation des coûts lors de l'évaluation. Un projet de remplacement est prévu dans le cadre d'une prochaine approche sectorielle.
Projet de développement des compétences et de création de revenu	01/06/2002	Prêt 9,590 <u>Don 0,000</u> Total 9,590	5,969	62	À ce jour, le projet n'a obtenu qu'une infime partie des résultats attendus, avec des chiffres d'achèvement décevants dans les différents domaines de formation. Les résultats sont mitigés aussi pour la composante microfinance (inscrite au projet depuis cinq ans) qui demeure en léthargie sans aucun crédit accordé aux bénéficiaires en place ; d'importants efforts de mobilisation en faveur de l'épargne ont cependant atténué la défaillance de la microfinance. La fonction de suivi & évaluation demeure faible et superficielle.
Projet de développement de la pêche artisanale sur le Lac Malawi	01/29/2003	Prêt 6,930 <u>Don 0,840</u> Total 7,770	3,450	44	Une restructuration serait très utile au projet puisque des hypothèses clés prises en compte lors de l'évaluation ne se sont pas vérifiées lors de l'exécution. D'importants retards minent la mise en place d'unités de pêcheries et de sites d'amarrage. Une fois encore, la microfinance continue d'être un sujet d'inquiétude avec ses faibles taux de remboursement. Il est improbable que le projet puisse atteindre son objectif annoncé d'accroître l'utilisation des ressources en pêche du Malawi.
Programme d'appui au secteur santé (SWAp)	11/24/2005	Prêt 0,0 <u>Don 15,0</u> Total 15,0	0,743	5	Il s'agit de la première approche basée sur un programme de la Banque au Malawi. Cependant, la Banque ne constitue pas encore un partenaire efficace à cause de sa politique de sécurisation, du manque d'une coordination efficace du gouvernement et de la mauvaise connaissance des procédures de décaissement et de passation des marchés de la BAD par le gouvernement. Les décaissements devraient s'améliorer maintenant que le personnel sectoriel et fiduciaire du Bureau pays est en place pour suivre de près le dialogue.

Appui à l'enseignement secondaire phase V	06/07/2006	Prêt 0,0 <u>Don 15,0</u> Total 15,0	0,250	2	Le projet est actif depuis un an, mais l'exécution physique est lente malgré la bonne marche du processus de transition de l'équipe de la CEP. Le projet en est encore à la phase de mise en place et le groupe de travail ainsi que la CEP sont conscients de l'attention que nécessite la fonction de suivi & évaluation pour l'orienter vers les résultats à atteindre.
Projet de production et de commercialisation des produits vivriers des petites exploitations	07/07/ 2006	Prêt 0,0 <u>Don 15,0</u> Total 15,0	0,147	1	Le personnel de la CEP n'a été recruté que récemment et s'active pour engager l'exécution physique du projet. L'équipe dispose de la capacité requise en matière de suivi & évaluation pour rendre compte des résultats. Étant donné que le projet est en phase opératoire depuis une année sans aucune avancée tangible en matière d'exécution, il a besoin de directives proactives et efficaces de l'équipe de la Banque spécialisée dans le secteur agricole.
Prêt d'appui à la réduction de la pauvreté	04/11/2007	Prêt 14,890 <u>Don 0,000</u> Total 14,890	0	0	Les conditions de décaissement ("le budget annuel est approuvé par le gouvernement") sont réunies, mais le projet attend toujours d'être ratifié à cause de la crise parlementaire au Malawi. L'impasse politique qui menace l'approbation des prêts par le parlement nécessite que la Banque considère la prochaine opération PRSL comme un don.

Performance du portefeuille

Indicateurs de performance		Évolution		Comparaison interne		Comparaison externe	
		2006	2008	Mala wi	Banque (FAD)	Mala wi	WB Mala wi
Mise en œuvre et impact	Âge (années)	3,2	6,1	6,1	4,3	6,1	2,7
	Taux de décaissement global (%)	30,9	45,0	45,0	18,0	45,0	43,0
	Taille moyenne du projet (UC m)	9,1	10,9	10,9	14,6	10,9	22,0
	Évaluation globale du projet (Échelle 0-3)	2,0	2,2	2,2	N/A	2,2	N/A
	Projets à risque (%)	35,7	60,0	60,0	47,0	60,0	18,0
	Projets à problème (%)	14,2	0,0	0,0	11,0	0,0	0,0
	Projets vieillissant (%)	0,0	44,0	44,0	17,0	44,0	0,0
	De l'approbation à la prise d'effet (mois)	10,0	14,0	14,0	17,0	14,0	N/A
	Opérations d'investissement <UC 10m (% du nombre total de projets)	21,0	42,0	42,0	21,0	42,0	90,0
	Taux de supervision (nombre moyen de missions par projet par an)	0,8	1,6	1,6	N/A	1,6	N/A
	Engagements à risque (%)	36,5	39,2	39,2	<25	39,2	24,0
Harmonisation et alignement	Coopération technique coordonnée (%)	0	19	19	38	19	100
	Mise en œuvre des systèmes gouvernementaux d'audit (% des décaissements)	0	100	100	33	100	39
	Mise en œuvre d'autres systèmes gouvernementaux GFP (% des décaissements)	0	0	0	33	0	26
	Mise en œuvre d'autres systèmes gouvernementaux de passation des marchés (% des décaissements)	0	0	0	43	0	81
	CEP parallèles (#)	11	9	9	N/A	9	3
	Prévisibilité de l'aide (%)	56	85	85	56	85	63
	Mise en œuvre d'approches programmatiques (#)	0	1	1	N/A	1	4
	Missions coordonnées (%)	30	4	4	19	4	44
	Etudes analytiques coordonnées (%)	100	50	50	55	50	100

Source: BAD MWFO (2008)

ÉVOLUTION DES INDICATEURS DES MDG

Indicateurs des MDG	Valeur de référence (Année)	2006/07	Évolution
OBJECTIF 1: Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim			
1. Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans	28 % (1992)	19%	Amélioration de 9%
2. Proportion de la population en dessous du niveau minimal de consommation énergétique alimentaire	23,6 % (2000)	17%	Amélioration de 6,6 %
OBJECTIF 2: Assurer l'éducation primaire pour tous			
1. Taux net de scolarisation dans le primaire	58% (1992)	73%	Amélioration de 15%
2. Taux d'achèvement	64% (1992)	75%	Amélioration de 11%
3. Alphabétisme dans la tranche d'âge 15-24 ans	82% (2000)	88%	Amélioration de 7%
OBJECTIF 3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes			
1. Ratio fille/garçon au <ul style="list-style-type: none"> • Primaire (P) • Secondaire (S) • Supérieur (T) 	P- 84% (1990) S-29% (1990)	103% (2005) 83% (2005)	Amélioration de 19% Amélioration de 54%
2. Ratio femmes alphabètes/hommes alphabètes dans la tranche d'âge 15-24 ans	82% (2000)	88%	Amélioration de 7%
3. Proportion de femmes exerçant un emploi salarié dans le secteur non-agricole	13,1% (2000)	15%	Amélioration de 1,9%
4. Proportion de sièges occupés par des femmes au parlement	5,6% (1994)	13,7% (2007)	Amélioration de 8,4%
OBJECTIF 4: Réduire la mortalité infantile			
Taux de mortalité chez les moins de cinq ans	234 (1992)	118 (2006)	Amélioration de 50%
OBJECTIF 5: Améliorer la santé maternelle			
Taux de mortalité maternelle (TMM)	620 (1992)	984	Régression de 59%
OBJECTIF 6: Combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies			
1. Prévalence du VIH/SIDA parmi les femmes enceintes de la tranche d'âge 15-24 ans	17,4% (1994)	15,3% (2005)	Amélioration de 2,1%
2. Utilisation du condom			
3. Taux de mortalité	10% (1990)	16% (2005)	Régression de 6%
4. % d'enfants dormant sous moustiquaires traitées aux insecticides			
5. Proportions des cas diagnostiqués et traités dans le cadre du programme de traitement de brève durée sous surveillance directe (DOTS - <i>Directly observed treatment short course</i>)	66% (1990)	75% (2005)	Amélioration de 11%
OBJECTIF 7: Assurer un environnement durable			
1. Couverture forestière	44,3% (1990)	33,3% (2005)	Régression de 11%
2. Diversité biologique			
3. Utilisation d'énergie (combustible solide)	97,9% (2000)	97% (2005)	Amélioration de 0,9%
4. Émission de dioxyde de carbone (par habitant MT)	0,07 (1995)	0,06 (2005)	
5. Proportion de la population ayant accès à des sources d'eau d'une qualité améliorée	40% (1990)	74% (2006)	Amélioration de 34%
OBJECTIF 8: Mettre en place un partenariat mondial pour le développement			
Emploi des jeunes (taux de chômage)	1% (1998)	9% (2005)	Amélioration de 8%
Accès aux nouvelles technologies (téléphones cellulaires, ordinateurs personnels et Internet)	Nombre de téléphones cellulaires pour 100 personnes : 0,04 (1996)	3,16 (2006)	Amélioration de 1,7%
	Accès Internet pour 100 personnes : 0,02 (1998)	0,044 (2006)	Amélioration de 0,02%
	Nombre d'ordinateurs personnels pour 100 personnes: 0,07 (1998)	0,18 (2006)	

Source: Gouvernement

MATRICE DES RÉSULTATS DSAR 2008-10

PILIER I : DÉVELOPPEMENT DE L'INFRASTRUCTURE RURALE			
Résultats du DSAR	Alignement avec la MGDS	Résultats du DSAR	Intervention de la Banque
<p><u>Irrigation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Augmentation du taux de croissance du PIB des petits exploitants Augmentation de la production de maïs des petits exploitants 	<p><u>Domaine de concentration prioritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Développement de l'irrigation et de l'eau <p><u>Thème</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Développement de l'infrastructure 	<ul style="list-style-type: none"> 1000 ha de systèmes d'irrigation fonctionnels supplémentaires sur les sites de projet en 2009 Productivité des plantations de maïs irriguées à 3 tonnes/ha ou plus d'ici 2009 Productivité des plantations de canne à sucre irriguées à 130 tonnes/ha ou plus d'ici 2009 	<ul style="list-style-type: none"> Projet d'irrigation des petites exploitations Projet de développement de l'horticulture et des cultures vivrières Projet de production et de commercialisation des cultures des petites exploitations PDA proposé
<p><u>Transports</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Amélioration des réseaux routiers internes : démarrage d'un projet pour la réfection de plus de 100 kms. Amélioration de la connectivité régionale du Malawi : démarrage d'un projet pour faciliter l'accès à la Zambie et au Mozambique 	<p><u>Domaine de concentration prioritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Développement de l'infrastructure des transports <p><u>Domaine thématique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Développement de l'infrastructure 	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration des réseaux routiers internes : démarrage d'un projet pour la réfection de plus de 100 km Amélioration de la connectivité régionale du Malawi : démarrage d'un projet pour faciliter l'accès à la Zambie et au Mozambique 	<p>Projets proposés</p> <ul style="list-style-type: none"> Réfection de la route Blantyre Zomba (59km.) Réfection de la route Mzuzu-Nkhata Bay (47km.) [tronçon du corridor de développement de Mtwara] Construction de la rocade de Lilongwe (7km.) Postes frontaliers entre le Malawi et la Zambie et le Malawi et le Mozambique
<p><u>Eau et assainissement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Augmentation de l'accès à l'eau potable sans danger Augmentation de l'accès à des installations sanitaires améliorées 	<p><u>Domaine de concentration prioritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Développement de l'irrigation et de l'eau <p><u>Domaine thématique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Développement de l'infrastructure 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de l'accès à l'eau potable (40 et 57 % à Mzimba et Ntchisi respectivement) Accès à des installations sanitaires améliorées 	<ul style="list-style-type: none"> Projet intégré d'approvisionnement en eau dans les zones rurales des districts de Ntchisi et de Mzimba Programme national de développement de l'eau: composante proposée : <i>approvisionnement en eau rurale et assainissement</i>
PILIER II : DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES			
Résultats du DSAR	Alignement avec la MGDS	Résultats du DSAR	Intervention de la Banque
<p><u>Éducation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Ratio élèves du secondaire/professeur qualifié Ratio écoles secondaires/ inscriptions nettes Ratio écoles secondaires/salles de classe Augmentation des inscriptions en éducation tertiaire 	<p><u>Domaine thématique</u> Développement social</p> <p><u>Sous-thème</u> Éducation</p>	<ul style="list-style-type: none"> 80 salles de classe construites entre 2008- 2009 Formation de 300 enseignants des écoles des projets 	<ul style="list-style-type: none"> Éducation V: Appui aux écoles communautaires secondaires sans internat Proposé : Appui au secteur de l'éducation tertiaire
<p><u>Santé</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Augmentation du nombre d'accouchements assistés par du personnel de la santé qualifiés Baisse du taux de mortalité maternelle Augmentation du nombre d'établissements de soins offrant les EHS 	<p><u>Domaine thématique</u> Développement social</p> <p><u>Sous-thème</u> Santé</p>	<ul style="list-style-type: none"> Pourcentage d'établissements de soins offrant des soins obstétriques d'urgence (BEmOC) supérieur au pourcentage de 36% de 2008 Augmentation du personnel de santé ayant reçu une formation en BEmOC 	<ul style="list-style-type: none"> Appui au programme sectoriel santé (SWAp)

<p><u>Gouvernance</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • FCRP accepté et progrès satisfaisants • Augmentation des dépenses en faveur de la réduction de la pauvreté 	<p><u>Domaine thématique</u> Meilleure gouvernance</p> <p><u>Sous-thème</u> Croissance macroéconomique, Gestion budgétaire et du secteur public, Système judiciaire solide, état de droit et lutte contre la corruption</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'aide budgétaire du Groupe CABS • Plan d'action du PFEM sur la bonne voie 	<ul style="list-style-type: none"> • Prêt d'appui à la réduction de la pauvreté • Don d'appui à la réduction de la pauvreté
<p><u>Développement du secteur privé</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La position du Malawi dans le rapport de l'enquête « <i>Doing Business</i> » qui est de 128 en 2008 devra s'améliorer 	<p><u>Domaine thématique</u> Croissance économique durable</p> <p><u>Sous-thème</u> Environnement propice au développement du secteur privé</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Établissement d'un groupe de coordination des bailleurs de fonds pour le développement du secteur privé • Finalisation de la politique et de la stratégie pour le développement du secteur privé • Établissement du Fonds de développement du Malawi 	<p>Proposé:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contribution au Fonds de développement du Malawi, un fonds de participation privé-public en appui au développement du secteur privé • Donateur chef de file dans un groupe de coordination pour le développement du secteur privé • Projet pour le développement économique local
PILLIERS I ET II			
<p>Résultats du DSAR s</p> <ul style="list-style-type: none"> • Investissements dans le secteur privé en proportion du PIB dépassant le pourcentage de 1.5 % enregistré en 2007 	<p>Alignement avec la MGDS</p> <p><u>Domaine de concentration prioritaire</u> Développement rural intégré</p> <p><u>Domaine thématique</u> Tous les thèmes</p>	<p>Résultats du DSAR</p> <ul style="list-style-type: none"> • Établissement de grappes d'entreprises • Établissement de centres de développement d'entreprises 	<p>Intervention de la Banque</p> <p>Projet de développement économique proposé</p>

TABLEAU DE L'AIDE - DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LES PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT
EN 2006/2007 PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (EN MILLIERS DE MK)

Secteur	Agriculture	Aide budgétaire	Conservation tourisme et culture	Gestion des catastrophes	Éducation	Problématique de Genre et protection sociale	Gouvernance	Santé	VIH/SIDA	Humanitaire	Irrigation et distribution d'eau	Développement local/rural	Réduction de la pauvreté	Développement du commerce et du secteur privé	Transport et infrastructures	Autres
BAD	752 630	-	-	-	1 080 924	-	-	988 984	-	-	624 445	-	531 015	-	-	-
CIDA	-	-	-	-	735 641	79 482	265 776	-	725 819	-	39 104	17 159	-	-	-	-
DfID	1 138 151	5 221 859	1 204	29 519	1 151 243	-	2 186 411	4 266 672	365 228	1 386 989	-	-	-	32 229	17 205	573 445
EU	92 401	2 860 820	310 068	-	10 598	-	1 402 416	549 442	-	434 384	-	-	2 182 364	75 359	441 423	147 811
GTZ	-	-	-	210 374	286 535	947	484 314	226 613	-	-	-	-	-	-	-	-
JICA	27 586	-	9 078	-	84 295	-	-	344 866	234 981	793 083	80 501	-	-	327 415	563 260	-
KfW	-	-	-	481 850	-	-	137 547	114 233	-	54 461	140 023	-	-	-	-	-
Norvège	1 483 180	1 096 830	98 034	-	616 483	233 076	721 587	3 319 728	639 024	-	-	12 423	-	10 186	-	406 032
Système des NU	49 757	-	81 061	1 979	351 689	354 551	541 665	1 183 509	110 230	3 867 218	309 011	-	348 367	12 760	61 266	67 913
FAO	49 180	-	-	-	-	-	10 666	6 226	54 772	-	10 038	-	162 445	-	-	-
UNDP	577	-	81 061	1 979	-	-	452 102	-	42 904	-	-	-	185 922	12 760	61 266	19 520
UNICEF	-	-	-	-	351 689	354 551	78 898	1 116 663	-	-	298 973	-	-	-	-	48393
WFP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 867 218	-	-	-	-	-	-
OMS	-	-	-	-	-	-	-	60 620	3 554	-	-	-	-	-	-	-
USAID	691 835	-	5 908	1 921	484 528	-	879 073	1 148 218	1 684 760	-	-	-	13 728	142 469	-	-
Banque Mondiale	-	-	-	-	680 894	-	725 075	840 546	1 112 756	-	742 634	596 726	-	872 361	683 257	-
TOTAL	4 235 541	9 179 509	505 353	243 793	5 964 679	668 056	7 206 315	13 006 123	4 743 049	5 923 572	2 562 739	846 833	3 075 474	1 145 364	1 530 566	1 758 460

Source : Gouvernement du Malawi (2007); Rapport annuel sur la dette et l'aide (juillet 2005-juin 2007)